

# Point de vue

## Urgente rénovation thermique des logements : le coup d'envoi se fait attendre

Olivier SIDLER

Interview réalisée par Loup Verlet - Physicien

Janvier 2009



*Ingénierie énergétique*  
26160 FELINES S/RIMANDOULE  
TEL & FAX : (33) 04.75.90.18.54  
*email : [contact@enertech.fr](mailto:contact@enertech.fr)*  
*Web : [www.enertech.fr](http://www.enertech.fr)*

## Urgente rénovation thermique des logements : le coup d'envoi se fait attendre.

Olivier Sidler

*Expert en énergétique du bâtiment. Il dirige dans la Drôme le cabinet Enertech. Assurant des missions de maîtrise d'œuvre et d'assistance à maître d'ouvrage, il conçoit depuis près de 30 ans des bâtiments à très basse consommation énergétique, que ce soit en construction neuve ou en réhabilitation.*

Il y a deux manières : soit on pense qu'on va faire bouger toute la population française – je n'y crois pas trop – soit on essaie de mettre en branle les rouages politiques et administratifs. On a tellement perdu de temps que seules aujourd'hui des réglementations peuvent nous tirer d'affaire. Quand Pachauri et le GIEC<sup>1</sup> nous disent : il reste 7 ans pour inverser la courbe de concentration des gaz à effet de serre, cela signifie que c'est maintenant le temps de la mobilisation.

J'ai rencontré Ségolène Royal, à sa demande avant les élections présidentielles, sa première réaction a été : « mais comment voulez-vous que je fasse comprendre aux Français qu'ils doivent faire des efforts, alors que la Chine, alors que l'Inde ... ». Je pense que ce n'est pas du tout la bonne façon d'aborder le problème. Soyons déjà, nous, à la hauteur. Sachons maîtriser les technologies. Il ne sert à rien de dire : je ne bouge pas tant que les autres ne bougent pas, c'est la meilleure façon pour que personne ne fasse rien et qu'on se suicide collectivement. Je pense qu'il faut au contraire dire : les autres font ce qu'ils veulent, nous, en France, allons de l'avant ! Alors les autres États se diront : Eh, vous avez vu ce qu'ils font en France ! On doit le faire nous aussi !

Les Allemands ont toujours procédé ainsi. Ils sont en avance. Ils ont une manière d'analyser le problème beaucoup plus pragmatique que la nôtre. Ils identifient un problème, aussitôt, hop, qu'est-ce qu'on fait ? Ils se mettent en rang, toi tu fais ci, toi tu fais ça, et ils y vont et ils y arrivent. Dès 1991 ils se sont mis à travailler sur les « logements passifs », qui consomment beaucoup moins d'énergie. Le baril, à l'époque, valait 10 \$, il fallait être visionnaire ! Si j'avais été Allemand, j'aurais foncé dans ces plans de recherche-là, mais en France on n'en parlait pas. Aujourd'hui, les Allemands ont la technologie, le savoir-faire, et tout le monde se dit : puisqu'ils l'ont fait, on doit aussi pouvoir y arriver.

Je suis persuadé qu'on est mille fois plus convaincant lorsqu'on a soi-même appliqué ce qu'on cherche à faire appliquer par les autres, et qu'on a soi-même développé la technologie correspondante. Le rôle des locomotives est fondamental. D'une certaine façon, c'est ce qu'a été le Grenelle de l'environnement. On a eu ce courage : aller de l'avant. Jusqu'alors personne, dans le monde, n'avait pris ces décisions sur le bâtiment neuf qui vont se transformer dès 2010 en réglementation. Reste le grand chantier, celui de la rénovation de l'ancien. Là, malheureusement, il n'y a aucune réglementation et on va se casser la figure.

Je prends souvent l'image de la guerre : on est dans une guerre contre le changement climatique. En temps de guerre, on ne vous demande pas votre avis : on vous réquisitionne. Là, c'est la même chose. Si on veut avancer, vu le peu de temps qui nous reste, il faut en passer par des processus réglementaires. Mais des réglementations qui soient expliquées. Si demain on décrète que ce sera comme ci et comme ça, sans dire aux Français pourquoi, il

est sûr que tout le monde va resquiller. En même temps qu'on décide, mettons dans trois ans, de rendre obligatoire la rénovation des logements, il faut impérativement pendant ces trois années faire deux choses.

Premièrement, il faut que l'État forme et informe la population. Sérieusement, pas avec de fausses informations du genre de celles sur le nuage de Tchernobyl. Il s'agira d'expliquer la situation dans laquelle on s'est mis et dont il va falloir maintenant sortir. Il faudra faire comprendre qu'on a pour cela besoin de tout le monde, partout. Chaque fois que je fais des conférences grand public, je suis frappé de voir des gens qui n'étaient pas forcément venus pour être d'accord repartir avec l'idée qu'il faut y aller, et de les entendre demander après la conférence : qu'est-ce qu'on peut faire dès maintenant ? Le public est tout à fait majeur et capable de comprendre que certaines choses doivent changer.

La deuxième grande action est à mener en direction des professionnels : maîtres d'œuvre, bureaux d'étude, entreprises du bâtiment, pour qu'ils soient prêts à participer à cet immense programme de rénovation. Les transports, cela mettra plus de temps, la rénovation des bâtiments anciens, elle, on peut s'y atteler tout de suite. La Fédération Drôme-Ardèche du bâtiment nous a demandé de transformer son siège, qui est un bâtiment tout récent, pour en faire un bâtiment à « énergie positive » afin qu'il devienne une vitrine pour les professionnels. On voit, du côté des entreprises du bâtiment, que les choses sont en train de changer, et très vite. La défaillance vient surtout de l'administration qui a tendance à freiner des quatre fers.

Il nous reste quelques années, quelques toute petites années, pendant lesquelles il nous faut aller très vite, et quand je vois comment on traîne à prendre les bonnes décisions, je suis catastrophé. Je ne sais pas trop par où prendre les choses. La classe politique, on l'a bien vu lors du débat sur la loi Grenelle 1, a montré que, dans son immense majorité, elle n'avait aucune culture sur les questions de l'énergie. Qu'est ce qui pourrait inverser le cours des choses ? C'est cela que je ne vois pas. Comment faire ? Les politiques ne comprennent pas notre discours qui est relativement technique. Ceux qui le comprennent sont ceux qui tiennent les manettes dans l'administration et qui pour des raisons diverses – paresse, conformisme, inertie – n'ont tout simplement pas envie de bouger. Or il est urgentissime, pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre, de mieux isoler nos logements. Quand on regarde la situation actuelle, on s'aperçoit que les logements qu'il faut rénover en priorité sont ceux construits avant 1975 qui n'ont jamais été isolés. Parmi ceux-là, la moitié sont des maisons individuelles, et 20 % des bâtiments de moins de 10 logements. Toutes ces rénovations-là, ce n'est pas Bouygues ou Vinci qui vont les faire, ce sont des artisans. Il faut donc des solutions faciles à mettre en œuvre.

Plutôt que de considérer la mosaïque des cas particuliers, il est plus efficace de raisonner en moyenne et de prévoir des solutions standard applicables sur tout le territoire. Ce qui compte ce n'est pas que chaque logement ne consomme pas plus que telle quantité d'énergie pour son chauffage, c'est que le parc de logements dans son ensemble atteigne le niveau de performance requis. C'est ce qui m'a poussé à proposer une approche très pragmatique, fondée sur ma connaissance du terrain, des chantiers et du monde du bâtiment qui a besoin d'une chose : la simplicité. Si vous n'avez pas compris cette dimension essentielle, tout ce que vous proposerez échouera. Le dogmatique c'est celui qui nie cette réalité et s'enferme dans des schémas de pensée (souvent très parisiens) dans lesquels il voit le monde comme ça l'arrange. Le pragmatique c'est celui qui accepte cette réalité, même si elle ne fait pas plaisir, et qui essaye de voir comme « faire » avec elle. C'est donc sur ces bases-là que j'ai proposé ce que j'ai baptisé la Solution Technique de Référence. Il s'agit d'un petit mécano de mise en œuvre qui permet de prendre les mêmes

dispositions constructives sur tout le territoire français. Les résistances thermiques, et elles seules, sont prédéterminées. Mais chacun est libre de choisir la nature de l'isolant ou de la mise en œuvre. On aura donc des logements plus consommateurs dans le Nord que dans le Sud, mais en moyenne le parc national sera bien au niveau de consommation recherché. Cette approche choque beaucoup l'administration française et plaît en revanche à tous les professionnels. Elle a l'avantage de rendre les choses très simples et beaucoup moins cher. Les panneaux isolants correspondant à ces résistances thermiques standard peuvent être fabriqués industriellement à très grande échelle. On peut imaginer qu'ils soient repérables chez les marchands de matériaux par un macaron de couleur, rouge pour les murs, bleu pour les toits. On fournit à l'artisan une sorte de kit immédiatement utilisable. Il n'est plus devant une barrière technique. Il fait ses métrés, il sait qu'il lui faut 100 m<sup>2</sup> pour les murs, hop, il choisit 100 m<sup>2</sup> de point rouge, 80 m<sup>2</sup> de point bleu pour le toit, des triples vitrages pour les fenêtres, etc... Pas besoin de calculs compliqués, de bureaux d'étude, d'architecte. Le particulier que la loi obligera à rénover, à l'occasion d'une mutation par exemple, ne pourra pas s'amuser à faire la course aux divers artisans : celui qui changera les fenêtres, celui qui isolera les murs, celui qui s'occupera de la toiture, de la chaudière, de la ventilation. Il faut prévoir des mécanismes simples, avec une seule porte d'entrée. Par exemple que les divers artisans se regroupent en GIE<sup>2</sup> formel ou informel, avec un mandataire commun, une seule tête qui aura mission de prendre contact avec les particuliers. Le groupement sera agréé, on sait quels sont les artisans qui travaillent bien à prix raisonnable. Le mandataire coordonnera l'ensemble des artisans et c'est lui qui sera chargé de fixer le budget global. On peut même imaginer, dès lors que la rénovation devient une obligation légale, que le mandataire arrive aussi avec le prêt bancaire. Il se présente avec l'équipe des artisans, le budget, l'agrément, le prêt bancaire. Pour le particulier cela devient facilement lisible. Un guichet unique, il signe et la rénovation se met en place. J'ai pris contact avec certaines grandes banques qui sont tout à fait partantes d'autant plus qu'il ne s'agit pas de prêts à risque, mais de prêts qui devraient permettre aux particuliers de faire des économies, de rapporter de l'argent.

Depuis quelques années déjà je discute avec des industriels : l'entente est bien meilleure qu'avec l'administration. En 2004 j'ai entrepris une étude sur les moyens de parvenir à la réduction correspondant au fameux « facteur 4 ». J'ai eu des contacts avec Saint-Gobain, Rockwool, Lafarge, et d'autres, et je me suis aperçu que nous étions d'accord sur beaucoup de points. J'ai eu la surprise de découvrir chez des industriels, de même d'ailleurs que chez des banquiers, un côté éthique et la volonté de proposer des idées et de faire des choses. J'ai longtemps pensé dans ma jeunesse qu'il y avait d'un côté les gens bien, tout propres, à l'âme blanche et de l'autre les pourris avec les mains sales, à l'âme toute noire. Je ne le pense plus, on est tous gris. D'ailleurs on ne s'en sortira pas, de cette affaire du changement climatique, sans les industriels et les banquiers. Ils ont des enfants et des petits-enfants comme tout le monde. Je m'aperçois qu'on a de plus en plus d'alliés.

Quand j'ai commencé à travailler, il y a une trentaine d'années, j'étais chez un « grand » du bâtiment, je me suis vite demandé ce que je faisais là. Je voulais que mon travail ait un sens et le monde du bâtiment fin des années 70 n'avait pas de sens ou très peu. Aujourd'hui je reçois des lettres de toutes sortes de gens : un installateur, un PDG, un jeune centralien, des lettres qui disent : on a réfléchi, on veut donner un sens à notre travail, à notre vie, on veut changer de métier. Je suis impressionné par le nombre de personnes qui aujourd'hui estiment que leur travail n'a pas de sens et qui choisissent de changer malgré toutes les difficultés de la reconversion professionnelle pour se mettre à travailler sur ces thèmes de l'énergie et de la rénovation. Un soir, j'ai fait une conférence à l'École des Arts et Métiers de Cluny devant 200 étudiants. À la fin, un étudiant est venu me voir et m'a dit : vous m'avez redonné du cœur à l'ouvrage, j'ai retrouvé de la motivation, des idées. Son père dirige une entreprise de bois et l'idée de la reprendre ne l'enthousiasmait pas. J'avais dit tout le bien

que je pense du bois et de son avenir. Il y a plein de gens qui ont des idées, il faut les canaliser. La lutte contre le réchauffement climatique présente cette aubaine : redonner du sens.

Il faut toujours et toujours se battre contre l'administration, elle a ses méthodes bien à elle : elle fait des tables rondes où elle invite qui elle veut. C'était flagrant dans le comité opérationnel du Grenelle où j'ai été. D'ailleurs je n'aurais jamais dû y être, j'ai réussi à entrer et j'ai vu un tour de table impressionnant. Ce n'était que des gens des ministères, des syndicats, des marchands de biens, des notaires, des assureurs, des banquiers, des gens qui en fait n'avaient aucun intérêt à la rénovation. Pas d'architecte mandaté, pas de bureau d'étude, aucun représentant du CSTB<sup>3</sup>. Les gens qui auraient pu émettre un son de cloche différent n'étaient pas présents. Il y a comme ça, mille et une façon de ne rien faire. Ce que je n'arrive pas à comprendre dans la position de ceux qui temporisent et qui refusent des mesures énergiques, c'est pourquoi ? Pourquoi se retranchent-ils toujours dans cette façon bien française d'imaginer tellement de cas particuliers qu'on sait que ça freinera tout. Il y a une hypocrisie sans nom, on nous dit : on ne peut pas tout réglementer, il faut laisser les gens libres de décider, mais ceux qui disent cela sont les mêmes qui n'arrêtent pas de faire des lois, de réglementer. Il n'est que de voir l'épaisseur de nos codes, le nombre de petites choses qui sont fixées par la loi et ici ce n'est pas de petites choses qu'il s'agit, c'est de l'avenir de l'humanité.

À Lyon, tout un quartier au sud de la gare de Perrache doit être rénové. Il y a un consensus au sein de la Communauté Urbaine du grand Lyon pour prendre en compte aussi l'isolation thermique. Mais on n'a pas le pouvoir de dire aux gens : maintenant il va falloir isoler ce bâtiment. Ils peuvent nous répondre : on est chez nous, on fait ce qu'on veut. Tant qu'on n'aura pas une réglementation, on ne pourra pas commencer. L'État actuellement préfère parler d'incitation. Nous, n'est-ce pas, nous sommes un pays libéral, nous ne forçons pas, nous incitons. Eh bien, les Allemands qui incitent drôlement plus que nous rénovent ainsi 1% de leur parc par an. À ce niveau de performance, il leur faudrait 100 ans ! Il nous faut à tout prix une réglementation. Les artisans regroupés en GIE n'auront de travail que le jour où l'État aura décidé que l'isolation thermique devient obligatoire. Jusque-là personne ou presque ne rénovera. Ou on rénovera à moitié, ce qui est la pire des solutions, parce que faire les choses à moitié coûte aussi cher que si on les faisait en entier. Plein de gens motivés sont là, ils attendent, et le coup de sifflet de départ ne vient pas. On n'a pas l'impression que les politiques et surtout l'administration française, si parisienne, aient bien compris les enjeux de l'avenir ■

---

<sup>1</sup> Groupe intergouvernemental sur l'évolution du Climat.

<sup>2</sup> Groupe d'intérêt économique.

<sup>3</sup> Centre scientifique et technique du bâtiment.